

Zimbabwe

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

Avant la pandémie de COVID-19, l'économie du Zimbabwe connaissait déjà une période de récession, avec une contraction de 6,0 % en 2019. La chute de la production est attribuée à l'instabilité économique, à la suppression des subventions sur la farine de maïs, les combustibles et les prix de l'électricité, à la réduction des revenus en devises, et à la création monétaire excessive. L'apparition de la pandémie de COVID-19 et une période de sécheresse prolongée ont entraîné une baisse de 10 % du PIB réel en 2020. L'inflation s'est envolée, avoisinant 622,8 % en 2020, contre 226,9 % en 2019. Des réformes des opérations de change ont été introduites en juin 2020, ce qui a freiné l'inflation qui sévissait à un taux annuel de 838 % en juillet. Le déficit budgétaire et de la balance courante se sont également redressés après le mois de juillet, mais se sont tous deux détériorés sur l'ensemble de l'année. Le déficit budgétaire est passé de 2,7 % en 2019 à 2,9 % en 2020, tandis que la balance courante est passée d'une situation excédentaire de 1,1 % du PIB en 2019 à un déficit de 1,9 % en 2020. Le cours du ZWL s'est déprécié de ZWL2,5/1USD en février 2019 avant de se stabiliser à ZWL82/1 USD en décembre 2020. Le taux de pauvreté était de 70,5 % en 2019, tandis que le taux de chômage restait élevé à plus de 21 %. Le système bancaire est stable. Les banques ont de la marge de manœuvre pour augmenter les crédits. Le ratio emprunts/dépôts était de 38,8 % en 2020, contre une valeur de référence de 70 %. Les emprunts non performants sont à 3,23 %, bien en dessous de la valeur de référence de 5 %. Le taux d'adéquation des fonds propres est trois fois plus élevé que l'exigence réglementaire de 12 %.

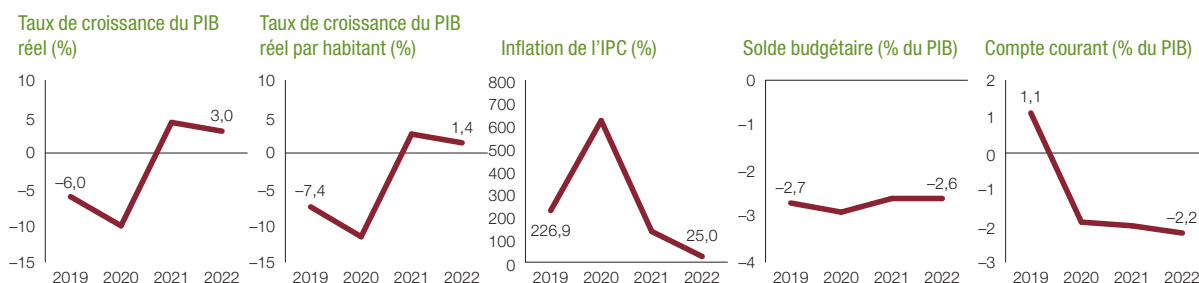
Perspectives et risques

Il devrait y avoir une reprise économique modeste en 2021, si des mesures efficaces sont prises pour stabiliser le taux de change et éviter une création monétaire excessive.

Néanmoins, plusieurs facteurs assombrissent les perspectives. La pandémie et les politiques du gouvernement pour la contenir auront un impact sur les niveaux de production de l'ensemble des secteurs, même si un assouplissement partiel de la fermeture des frontières pourrait aider. Les secteurs miniers et de l'industrie doivent tous deux faire face à la détérioration de leur compétitivité, à la faiblesse du prix des matières premières et aux interruptions des services électriques qui perturbent la production. Ces problèmes sont exacerbés par le surendettement et les arriérés de paiement, ainsi que par le niveau critique des réserves de change couvrant moins d'un mois d'importations. La situation économique du Zimbabwe restera compliquée en 2021, même si les réformes des opérations de change, et notamment les adjudications hebdomadaires en devises introduites en juin 2020, pourraient stabiliser les prix et ouvrir un espace pour une reprise économique modeste.

Questions et options de financement

L'ensemble de la dette publique du Zimbabwe se monte à 11,1 milliards USD (53,9 % du PIB). La dette extérieure constitue 95,6% du total, y compris 6,4 milliards USD d'arriérés auprès d'institutions financières internationales, de créanciers bilatéraux et de créanciers privés. Le Zimbabwe est en défaut de paiement depuis 2000. Un programme de référence avec le Fonds monétaire international visant à aider le Zimbabwe à mettre en œuvre des politiques économiques de mai 2019 à mars 2020 s'est effondré en septembre 2019. Le gouvernement et le Fonds n'ont pas réussi à trouver un nouvel accord, qui viserait à aider le Zimbabwe à régler ses arriérés. Par conséquent, le pays devra continuer à s'appuyer largement sur la mobilisation des ressources intérieures et sur des emprunts auprès de pays non-membres du Club de Paris comme la Chine. Les institutions financières internationales ne reprendront pas leurs activités de prêts tant que les arriérés ne seront pas apurés.



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.